

Dr. Léila Eisner  
& Dr. Tabea Hässler



**2023** **PANEL**  
**SUISSE**  
**LGBTIQ+**  
RAPPORT DE SYNTHÈSE



#### **Remerciements :**

**Nous remercions Leo Theissing, Raja Liechti et Debra Lanfranconi pour leur soutien dans la rédaction du rapport et la réalisation des analyses. Nous remercions également Lena Scheiwiller pour le design. Nous remercions toutes les associations LGBTQ+, magazines et personnes pour avoir partagé et promu notre enquête et tou-te-x-s les répondant-e-x-s pour avoir rendu ce rapport possible.**

**PANEL SUISSE  
LGBTIQ+**

**RAPPORT DE SYNTHÈSE 2023**

**Dr. Léïla Eisner & Dr. Tabea Hässler**

# AVANT-PROPOS

**En 2023, de nombreuses discussions ont mis sur le devant de la scène les questions liées aux droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, intersexes et queer/ en questionnement (LGBTIQ+).** Ces discussions englobent toute une série de sujets, dont notamment l'interdiction des thérapies de conversion à différents niveaux et la visibilité croissante des personnes trans et non binaires dans les médias. Des questions autour de ces thèmes faisaient partie de l'enquête annuelle 2023 du Panel Suisse LGBTIQ+.

**Dans la cinquième vague du Panel Suisse LGBTIQ+,** nous présentons cinq thèmes centraux issus de notre enquête annuelle. Premièrement, nous fournissons un aperçu des caractéristiques des participant·e·s à l'enquête, de la répartition démographique et des informations telles que les expériences de discrimination et de coming out. Deuxièmement, nous soulignons les principaux résultats relatifs aux thérapies de conversion. Troisièmement, nous partageons les statistiques sur les crimes de haine signalés, y compris les déclarations à la police et les expériences des victimes. Quatrièmement, nous présentons des statistiques clés concernant les changements de nom et de marqueur de genre dans divers domaines. Enfin, nous fournissons des informations sur la santé et le bien-être des personnes LGBTIQ+.

Afin de tenir compte des défis spécifiques (par exemple, la situation juridique, la discrimination) auxquels sont confrontés les différents sous-groupes de la communauté LGBTIQ+, nous avons conçu – comme lors des enquêtes précédentes – différentes versions d'un questionnaire en ligne adaptées aux minorités sexuelles (par exemple, les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles ou pansexuelles) et aux minorités de genre (par exemple, les personnes trans ou intersexes). Les personnes cis-hétérosexuelles intéressées ont également été invitées à participer à l'enquête. Veuillez noter qu'une personne peut être à la fois membre d'une minorité sexuelle et d'une minorité de genre. Afin de réduire le temps passé à répondre à l'enquête, les participant·e·s n'ont rempli qu'une seule version du questionnaire. Toutes les versions ont été traduites en anglais, allemand, français et italien. Grâce à l'aide de nombreuses organisations LGBTIQ+, de magazines et de personnes qui ont largement partagé notre étude via différents médias, 2'812 personnes ont répondu à notre questionnaire de janvier 2023 à septembre 2023. **Dans le présent rapport, nous nous concentrons sur les principaux résultats concernant les minorités sexuelles, les minorités de genre et les personnes cis-hétérosexuelles.**

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	II
LES RÉSULTATS	1
<i>QUI A RÉPONDU ?</i>	<i>1</i>
<i>COMING OUT</i>	<i>3</i>
<i>THÉRAPIES DE CONVERSION</i>	<i>5</i>
<i>CHANGEMENT DE MARQUEUR DE GENRE ET DE NOM</i>	<i>6</i>
<i>DISCRIMINATION</i>	<i>8</i>
<i>CRIMES DE HAINE ET INTERACTIONS AVEC LA POLICE</i>	<i>9</i>
<i>SANTÉ</i>	<i>13</i>
MERCI	15

# LES RÉSULTATS

Dans les sections suivantes, nous relayons certains des principaux résultats de l'enquête 2023.

## QUI A RÉPONDU ?

Au total, 2'812 personnes ont participé de janvier 2023 à septembre 2023 : 1'825 ont rempli la version du questionnaire relative aux minorités sexuelles, 648 la version relative aux minorités de genre et 339 la version relative aux personnes cis-hétérosexuelles. Le Tableau 1 ci-dessous présente un résumé de l'orientation sexuelle, de l'identité de genre, de la tranche d'âge, de la zone géographique et du niveau d'éducation des participant·e·s.

Remarque : Les définitions des termes utilisés pour décrire notre échantillon sont disponibles sur [notre site](#).

**Tableau 1.** Caractéristiques des répondant·e·s à l'enquête

Participant·e·s par	<b>TOTAL</b>	<b>HOMOSEXUEL- ·LEXS</b>	<b>BISEXUEL- ·LEXS</b>	<b>PANSEXUEL- ·LEXS</b>	<b>HETERO- SEXUEL·LEXS</b>	<b>ASEXUEL- ·LEXS</b>	<b>AUTRE</b>	
Orient. sex %	100	42.3%	18.7%	12.3%	13.1%	5.7%	8.0%	
N	2'812	1'190	525	346	367	159	225	
Participant·e·s par	<b>FEMME CIS</b>	<b>HOMME CIS</b>	<b>FEMME TRANS</b>	<b>HOMME TRANS</b>	<b>NON-BINAIRE</b>	<b>AUTRE</b>		
Genre %	39.8%	33.4%	4.3%	3.8%	15.0%	3.6%		
N	1'120	940	121	108	423	100		
Participant·e·s par	<b>INTERSEXE</b>	<b>ENDOSEXE (PAS INTERSEXE)</b>						
Intersexe %	1.0%	99.0%						
N	28	2'784						
Participant·e·s par	<b>- de 20</b>	<b>20-29</b>	<b>30-39</b>	<b>40-49</b>	<b>50-59</b>	<b>+ de 60</b>		
Âge %	8.3%	40.0%	24.8%	12.4%	8.3%	6.3%		
N	232	1'124	698	347	232	177		
Participant·e·s par	<b>SUISSE ALLEMAN.</b>	<b>SUISSE ROMANDE</b>	<b>SUISSE ITALIENNE</b>	<b>SUISSE ROMANCHE</b>	<b>RÉGION BILINGUE</b>			
Région %	65.9%	27.6%	2.4%	0.5%	3.5%			
N	1'854	777	68	15	95			
Participant·e·s par	<b>PAS D'UNI</b>	<b>NIVEAU UNIVER.</b>	<b>AUTRE</b>					
Éducation %	38.5%	56.0 %	5.4%					
N	1'082	1'575	153					
Participant·e·s par	<b>ATHÉE</b>	<b>CATHOLIQ.</b>	<b>PROTES- TANT</b>	<b>JUIF</b>	<b>MUSULMAN</b>	<b>BOUDHISTE</b>	<b>AUTRE</b>	
Religion %	66.0%	11.3%	12.5%	0.8%	0.5%	1.1%	7.8%	
N	1'855	317	352	22	14	30	220	

Remarque. Les pourcentages ayant été arrondis, la somme peut ne pas s'arrondir à 100%.

Des personnes provenant de tous les cantons suisses ont participé à notre enquête, avec une surreprésentation de répondant·e·s de Zurich. La Figure 1 ci-dessous représente la répartition des participant·e·s par cantons. Les couleurs claires indiquent les cantons où il y a moins de répondant·e·s, et les couleurs foncées les cantons où il y a plus de participant·e·s.

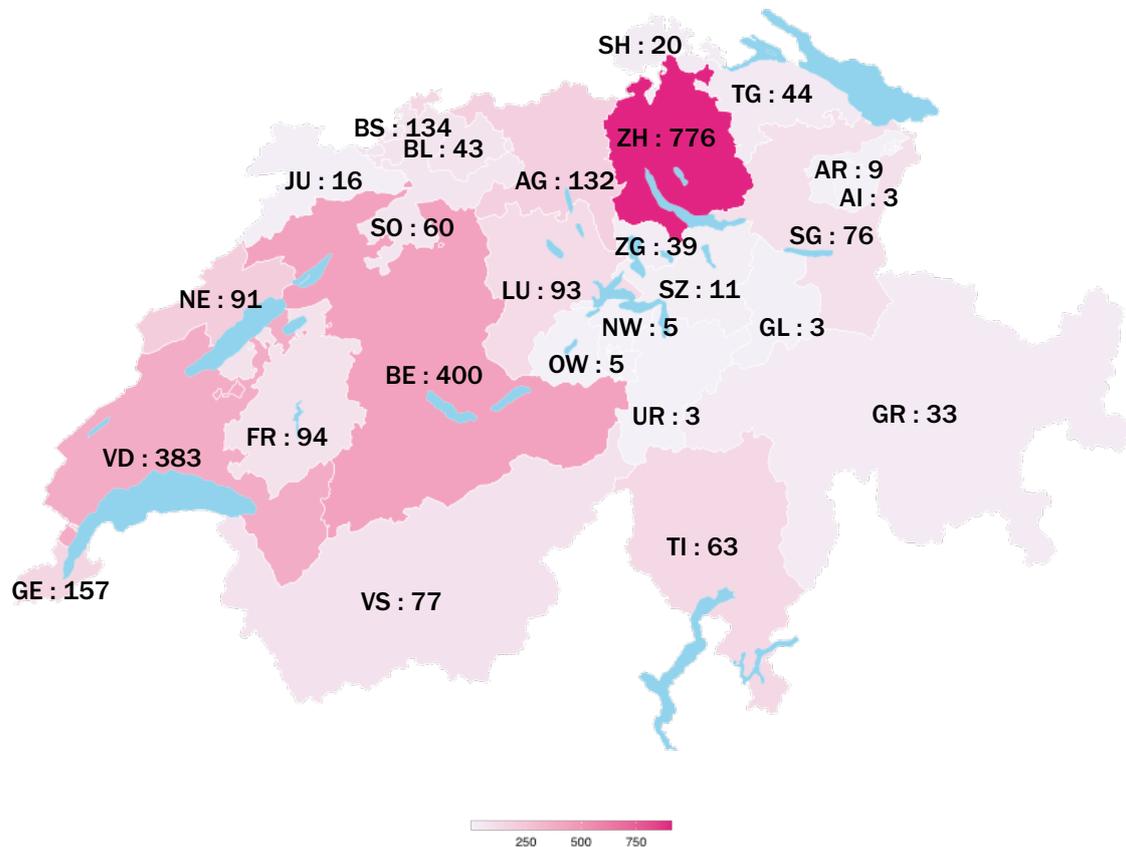


Figure 1. Aperçu des participant·e·s du Panel par canton

# COMING OUT

## CONTEXTE DE COMING OUT

À l'instar des années précédentes, nous avons demandé aux répondant·e·s dans quels contextes iels avaient fait leur coming out et avec combien de personnes. Nous avons regroupé les réponses en trois catégories, en fonction du nombre de personnes avec lesquelles les répondant·e·s ont fait leur coming out : (1) Aucune ou quelques personnes, (2) Environ la moitié des personnes, et (3) La plupart / Toutes les personnes. Les résultats sont présentés séparément pour les membres des minorités sexuelles (voir Figure 2) et des minorités de genre (voir Figure 3).

Comme dans les années passées, les participant·e·s ont été le plus ouvert·e·s quant à leur orientation sexuelle et leur identité de genre avec leurs ami·e·s et leur famille, et plus prudent·e·s dans le contexte religieux (voir les Figures 2 et 3).

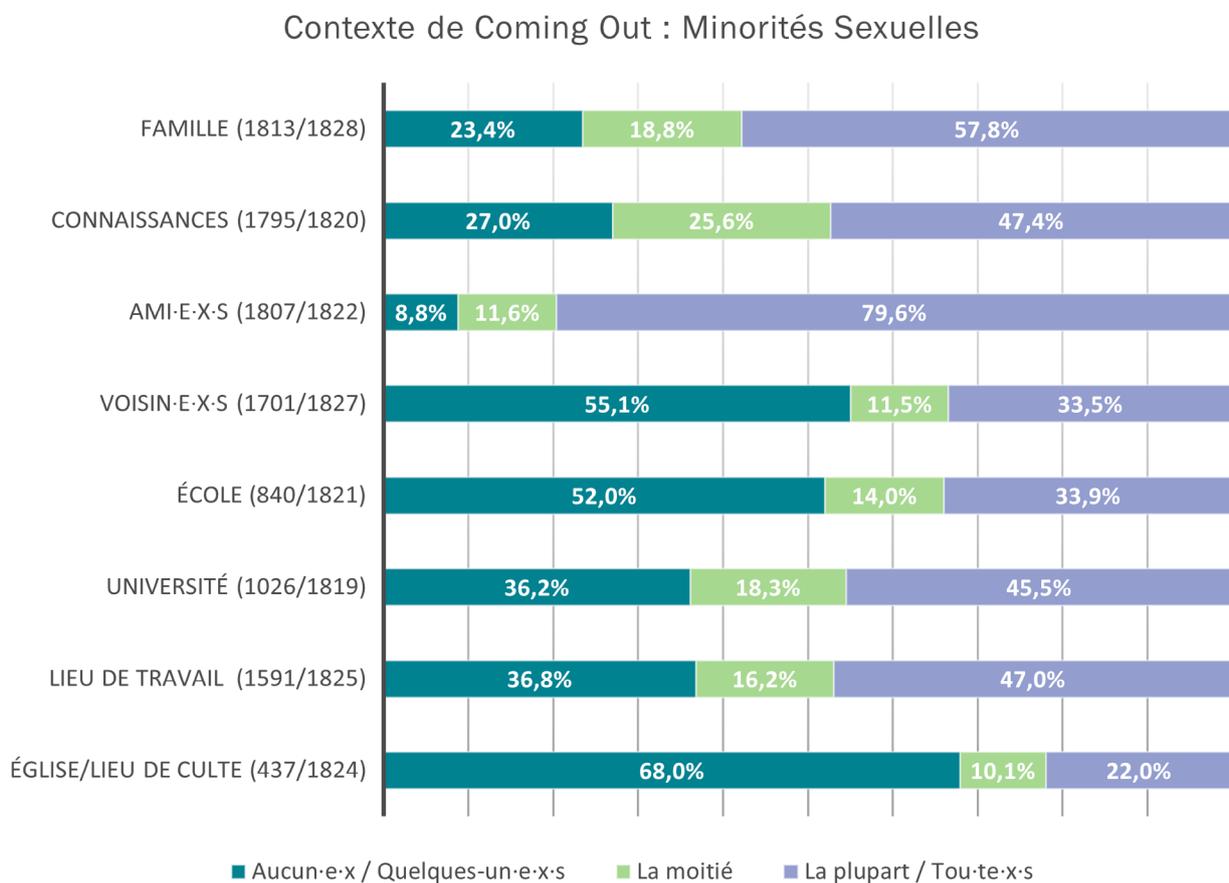
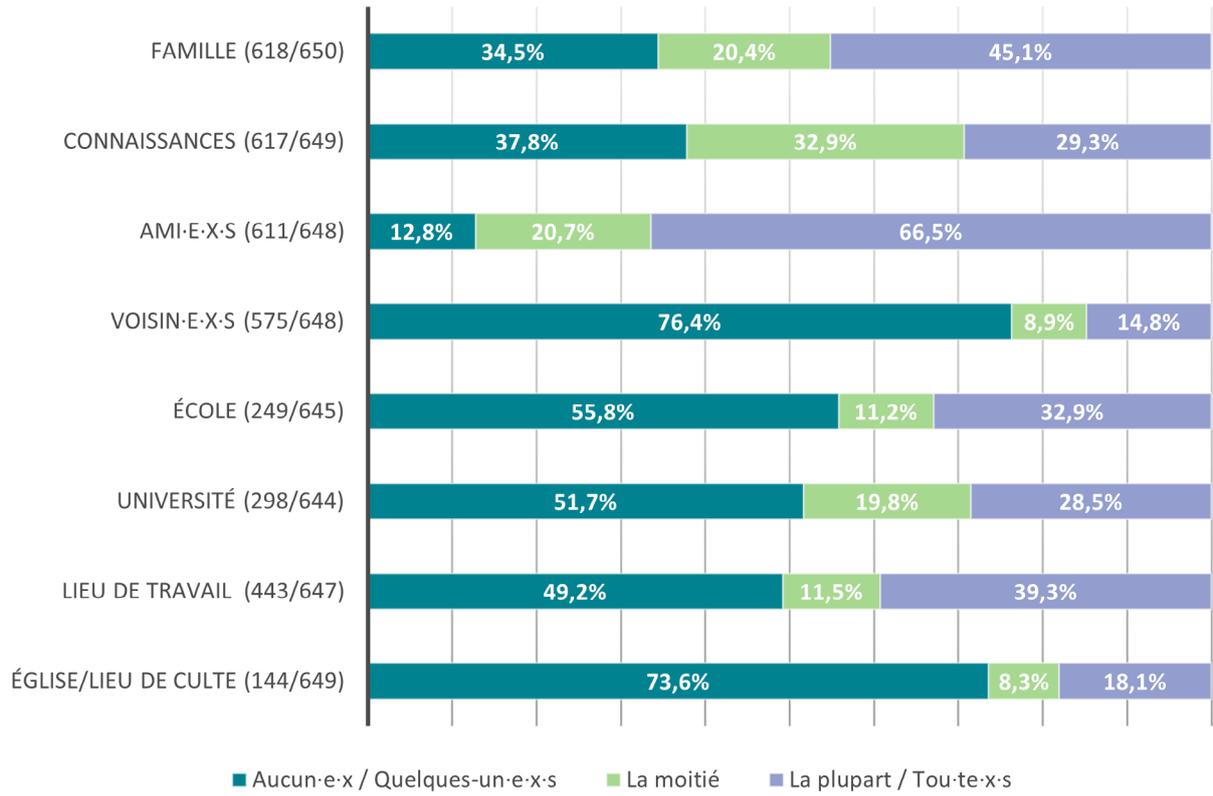


Figure 2. Contexte de coming out chez les minorités sexuelles

### Contexte de Coming Out : Minorités de Genre



**Figure 3.** Contexte de coming out chez les minorités de genre

## **THÉRAPIES DE CONVERSION**

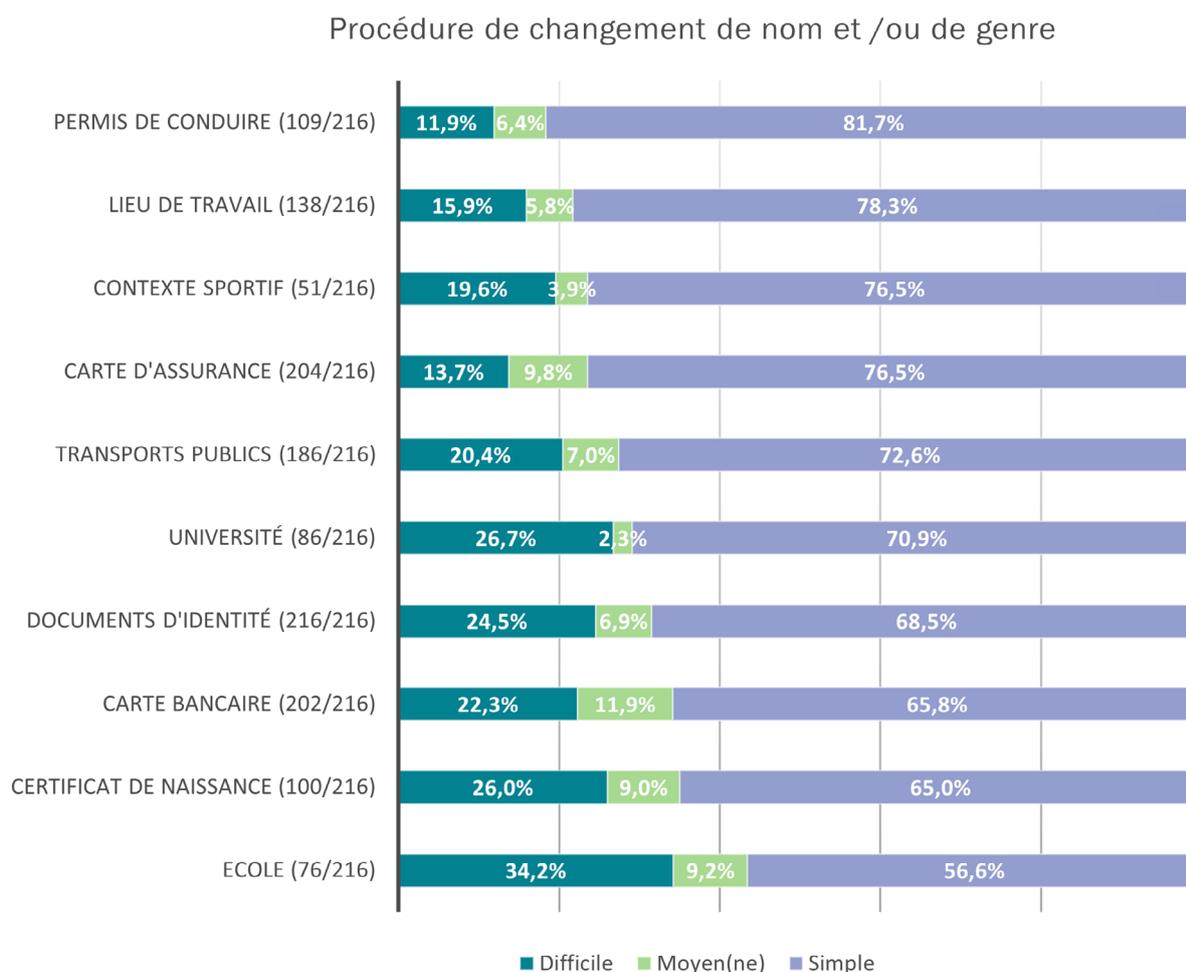
Tant au niveau national que régional, diverses mesures sont mises en œuvre pour interdire les thérapies de conversion. Reconnaisant le peu de données sur l'ampleur de ce problème, nous avons introduit des questions sur les thérapies de conversion dans l'enquête de cette année. Nous avons demandé aux participant·e·s s'ils avaient subi des tentatives visant à modifier ou supprimer leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Parmi nos répondant·e·s, 9,5 % des membres des minorités sexuelles et 15,5 % des membres des minorités de genre ont déclaré avoir participé à des efforts visant à modifier ou à supprimer leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre.

## CHANGEMENT DE MARQUEUR DE GENRE ET DE NOM

Depuis janvier 2022, la procédure de changement des marqueurs de genre (genre et nom) sur les documents officiels est facilitée pour les personnes trans et intersexes. Parmi nos participant·e·s membres des minorités de genre, 45,1 % ont déclaré avoir réussi à changer leur nom et/ou leur marqueur de genre, tandis que 3,4 % ont échoué, malgré leurs tentatives. En outre, 33,6 % ont exprimé leur intention de changer de nom et/ou de marqueur de genre à l'avenir, 3,8 % n'avaient pas l'intention de changer et 14,2 % ont fourni une autre réponse.

Pour mieux comprendre les expériences des individus qui tentent de changer de nom, nous avons demandé aux personnes qui avaient changé ou essayé de changer de nom et/ou de marqueur de genre d'évaluer le degré de difficulté de la procédure. Nous avons classé les réponses en trois catégories : (1) Difficile, (2) Ni difficile ni facile, et (3) Facile.

Les résultats indiquent que la procédure était la plus facile pour le permis de conduire, alors qu'elle s'est avérée plus difficile dans les contextes éducatifs et pour les documents officiels (se référer à la Figure 4 pour plus de détails).



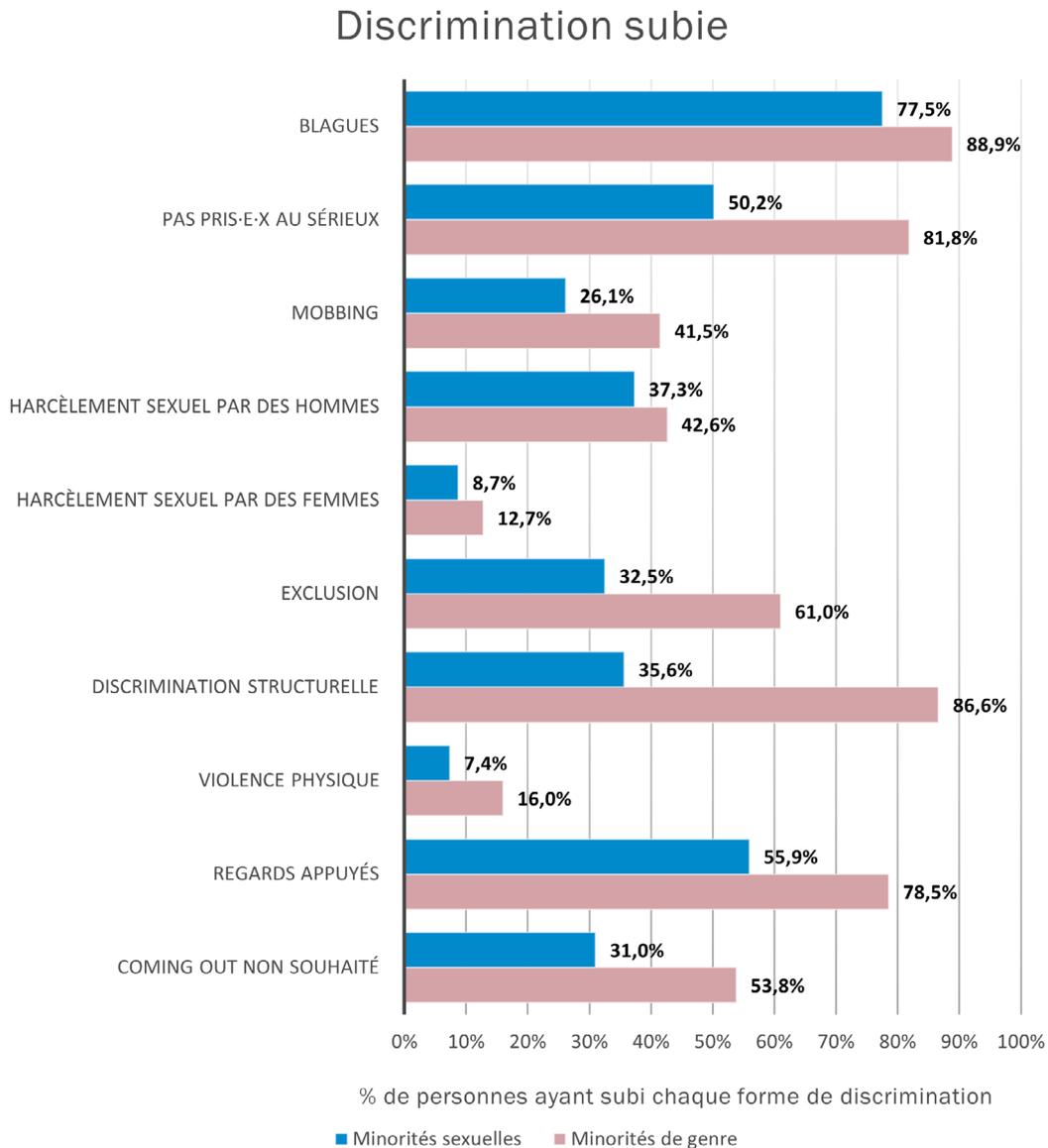
**Figure 4.** Évaluation de la difficulté de la procédure de changement de nom et/ou de genre dans divers documents

Dans les réponses ouvertes, de nombreuses personnes ont fait part de leurs difficultés avec la récente loi sur le changement de nom. Alors que certains individus ont indiqué que la procédure s'était déroulée sans heurts, d'autres ont raconté des cas de mégenrage ou de comportement non professionnel au cours de la procédure, et suggèrent par conséquent une meilleure formation du personnel. Plusieurs personnes ont également fait part des difficultés liées à la prise en compte des changements effectués dans d'autres pays tels que l'Italie, le Portugal, la France ou l'Allemagne.

Les personnes qui s'identifient comme non binaires, intersexes ou qui se situent en dehors du spectre binaire ont critiqué les options restreintes disponibles pour modifier les marqueurs de genre en « h » ou « f ». Elles ont plaidé pour l'introduction d'un plus grand nombre de choix ou pour l'élimination pure et simple des marqueurs de genre. Il convient aussi de souligner que les personnes qui souhaitent changer uniquement leur nom sans modifier leur marqueur de genre ne peuvent pas bénéficier de la nouvelle loi, et doivent, au contraire, naviguer entre les différentes lois cantonales relatives au changement de nom. On demande à ces personnes de fournir plusieurs documents prouvant l'utilisation du nouveau nom, ce qui est perçu comme un défi puisque la plupart des institutions n'autorisent pas un changement de nom avant que le changement de nom légal n'ait été effectué. De plus, les coûts associés vont de 200.- à 600.- francs suisses – auxquels s'ajoutent des frais supplémentaires pour les documents d'identification, etc. Les dépenses allant jusqu'à 600.- francs sont souvent perçues comme onéreuses et inabordables, en particulier pour les personnes intersexes, trans et non binaires ayant un faible revenu.

# **DISCRIMINATION**

Ensuite, comme les années précédentes, les membres des minorités sexuelles et de genre ont été invité·e·s à indiquer à quelle fréquence iels avaient subi différents types de discrimination au cours des 12 derniers mois (voir Figure 5). Nous avons regroupé les réponses en deux catégories : (1) Oui, a subi une discrimination (2) Non, n'a subi aucune discrimination.



**Figure 5.** Types de discrimination subis

## **CRIMES DE HAINE ET INTERACTIONS AVEC LA POLICE**

Un autre thème central de l'enquête de cette année concernait les crimes de haine subis par les membres des minorités sexuelles et de genre. Nous avons donc demandé aux participant·e·s d'indiquer s'ils avaient déjà été victimes d'un crime de haine en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre et/ou du fait d'être intersexe. Parmi les membres des minorités sexuelles, 10,7 % ont indiqué qu'ils avaient personnellement été la cible d'un crime de haine, 11,8 % étaient incertain·e·s, tandis que 77,6 % ont déclaré ne pas avoir été confronté·e·s à de tels incidents. Parmi les personnes qui ont subi un crime de haine, seules 26,4 % l'ont signalé à la police. En ce qui concerne les membres des minorités de genre, les résultats sont encore plus prononcés. 17,7 % ont déclaré avoir été victimes d'un crime de haine, 21,8 % étaient incertain·e·s et 60,5 % n'avaient pas été confronté·e·s à une telle situation. De même, parmi les individus ayant subi un crime de haine, seuls 22,1 % l'ont signalé à la police. Les raisons derrière la décision de ne pas signaler le crime étaient multiples. Le manque de confiance dans les forces de l'ordre, ainsi que la crainte d'être victime d'une nouvelle discrimination, ont été des thèmes récurrents.

« La police ne m'a pas bien traité·e·x jusqu'à présent »

« Des menaces contre ma vie et des violences physiques ont été ignorées quand j'étais plus jeune, je ne leur fais pas confiance avec la discrimination à laquelle je fais face aujourd'hui. »

« Menaces orales (pas de preuves), de plus je ne pense pas que la police prenne au sérieux les menaces d'agressions sexuelles envers les femmes et les personnes trans. »

« Pas de confiance, ne serait probablement pas recensé de toute façon, ne serait pas pris au sérieux »

Un certain nombre de participant·e·s ont exprimé leur scepticisme quant à l'efficacité de signaler le crime, citant l'absence de statistiques pertinentes ou de protections juridiques contre la discrimination fondée sur l'identité de genre.

**« La police ne tient pas de statistiques sur les crimes de haine de ce type. »**

**« Il n'y a pas de distinction dans la loi concernant les crimes de haine envers les personnes trans. Cela ne valait pas la peine de se donner la peine de porter plainte si tout ce qu'elles (les personnes ayant commis le crime) risquaient, c'était une amende. »**

En outre, une partie des participant·e·s a révélé ne même pas avoir envisagé de signaler le crime de haine.

**« Pris de panique, je n'ai pas eu l'idée. J'ai dû me mettre rapidement à l'abri avec mon partenaire. »**

**« C'étaient des insultes, des moqueries et deux fois des intimidations (par deux hommes). Je n'ai pas osé. Ce n'était pas (assez grave). »**

Ces témoignages mettent en lumière les dynamiques complexes qui entourent le (non-) signalement des crimes de haine, soulignant la nécessité de renforcer les mesures qui favorisent la confiance, d'accroître la sensibilisation et de créer un environnement plus favorable pour les personnes qui ont été confrontées à de telles expériences traumatisantes.

Dans notre enquête, nous avons étudié plus en détail la perception qu'ont les participant·e·s de la police, en mettant en lumière la relation complexe entre le système d'application de la loi et la communauté LGBTQI+. Nous avons posé trois questions clés aux participant·e·s :

**1) Cacheraient-ils leur orientation sexuelle ou leur identité de genre lors d'interactions avec la police par peur de discrimination ?**

Les réponses ont révélé une inquiétude palpable chez les personnes interrogées. Nombre d'entre elles ont exprimé leur hésitation à parler ouvertement de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre lors d'interactions avec la police, par crainte d'une discrimination potentielle.

**2) Ont-ils l'impression que la police traite les personnes LGBTQI+ avec moins de respect par rapport aux personnes cis-hétérosexuelles ?**

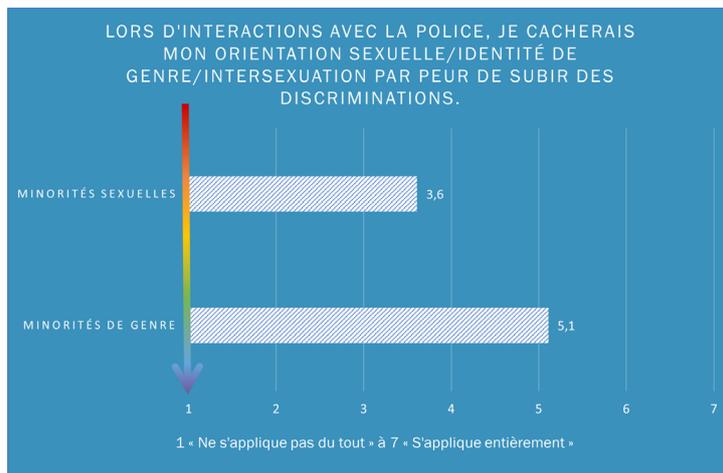
Les résultats indiquent qu'un nombre important de participant·e·s estiment que la police ne traite pas les membres de la communauté LGBTQI+ avec le même niveau de respect que les personnes cis-hétérosexuelles.

**3) Ont-ils l'impression que l'orientation sexuelle ou l'identité de genre joue un rôle dans les interactions avec la police ?**

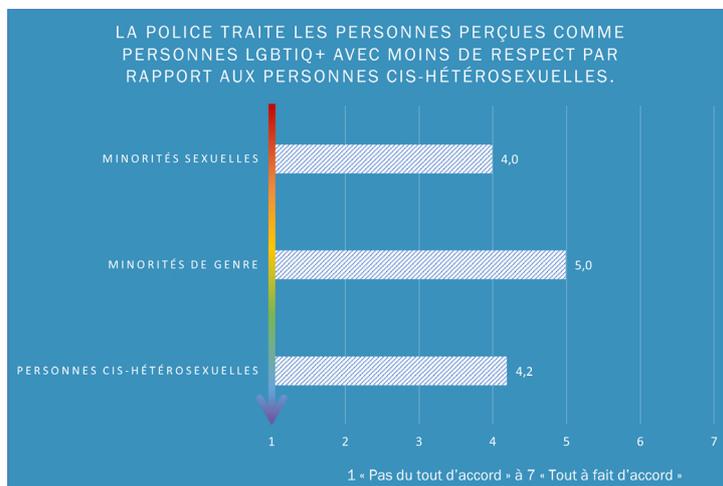
Une proportion notable de participant·e·s considèrent que leur orientation sexuelle et/ou leur identité de genre joue effectivement un rôle dans leurs interactions avec la police, signalant une atmosphère où les individus ont le sentiment que leur identité peut être un facteur dans la façon dont ils sont traités.

En examinant les Figures 6, 7 et 8 (voir ci-dessous), il apparaît clairement qu'un nombre significatif de personnes au sein de la communauté LGBTQI+ ne se sentent ni en sécurité ni respectées dans leurs interactions avec la police.

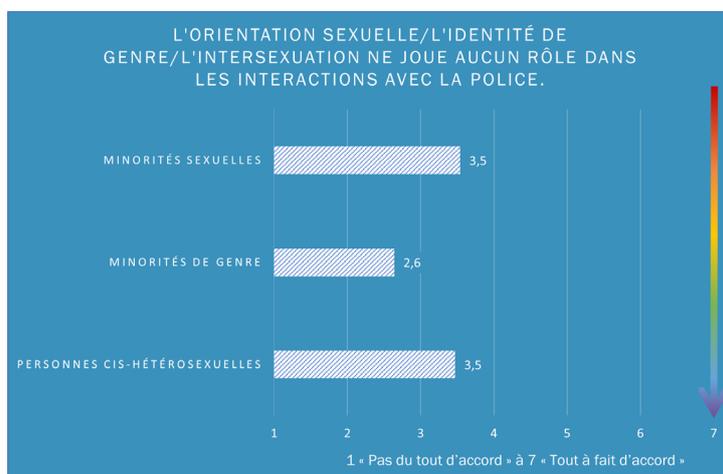
La flèche arc-en-ciel symbolise un scénario dans lequel le statut LGBTQI+ d'une personne n'aurait aucune incidence sur son interaction avec les forces de l'ordre, ce qui souligne le contraste marqué entre cet idéal et la réalité perçue révélée par les résultats de l'enquête.



**Figure 6.** Ouverture avec la police : Peur de discriminations basées sur l'orientation sexuelle/l'identité de genre/l'intersexuation



**Figure 7.** Respect perçu : Traitement différentiel de la police à l'égard des personnes LGBTIQ+



**Figure 8.** Impact de l'identité : Perception du rôle de l'orientation sexuelle/identité de genre/l'intersexuation dans les interactions avec la Police

## SANTÉ

Un autre thème de l'enquête de cette année était la santé des participant·e·s. Nous avons interrogé les individus sur divers problèmes de santé diagnostiqués par un·e·x prestataire·e·x de soins de santé. Les résultats, affichés dans la Figure 9, révèlent la proportion de participant·e·s ayant déclaré chaque condition, classée par groupes : minorités sexuelles, minorités de genre, personnes cis-hétérosexuelles.

Les participant·e·s LGBTQI+, en particulier les personnes qui s'identifient comme trans ou intersexes, sont plus susceptibles d'avoir reçu un diagnostic pour diverses conditions. Cette tendance est particulièrement prononcée pour des problèmes tels que la dépression et les troubles anxieux. Par exemple, les participant·e·s membres des minorités sexuelles avaient deux fois plus de chances, et les participant·e·s membres des minorités de genre cinq fois plus de chances, de déclarer une dépression par rapport aux participant·e·s cis-hétérosexuelles. Ces résultats soulignent l'importance de comprendre et de relever les défis uniques en matière de santé auxquels sont confrontés les différents segments de la communauté.

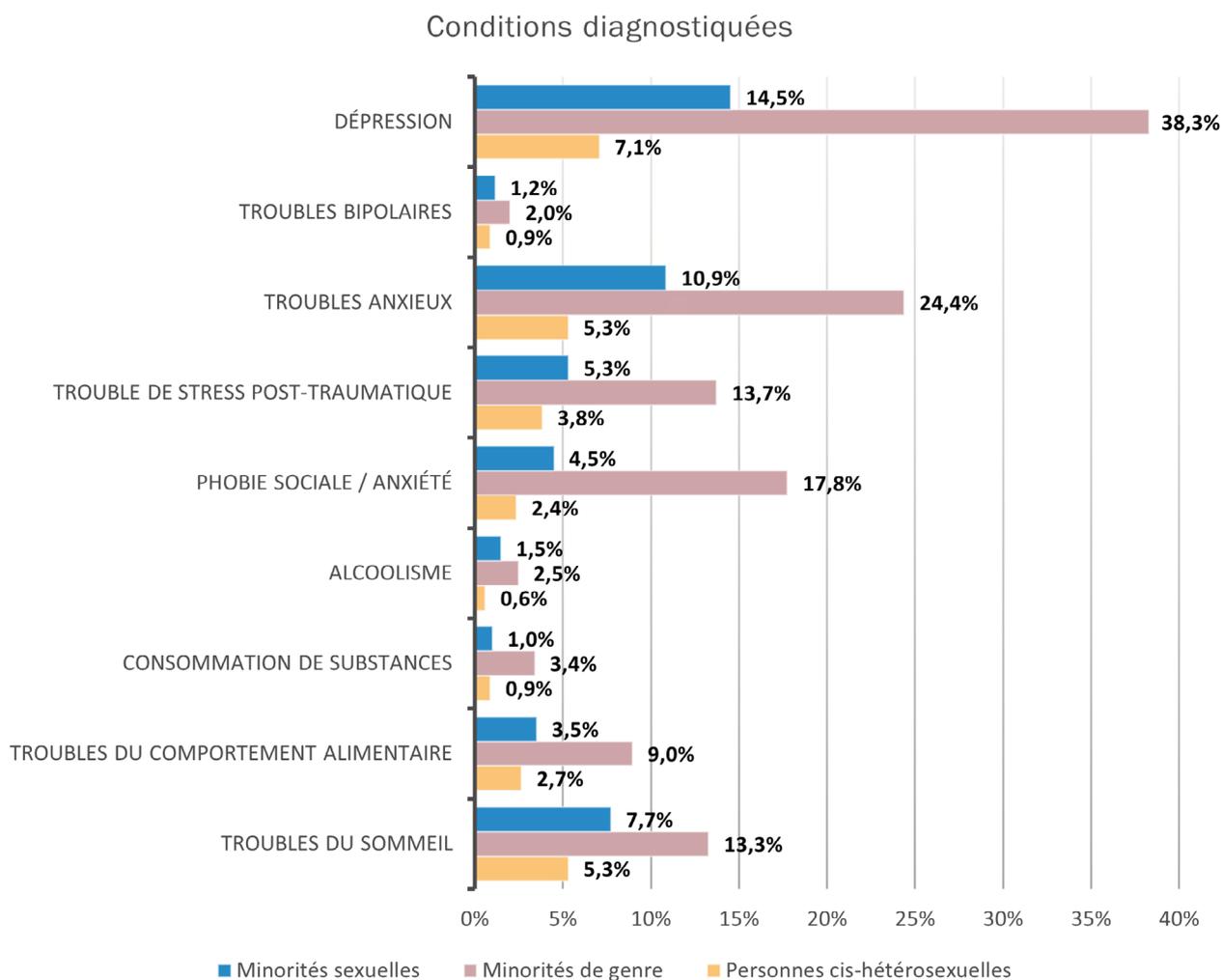
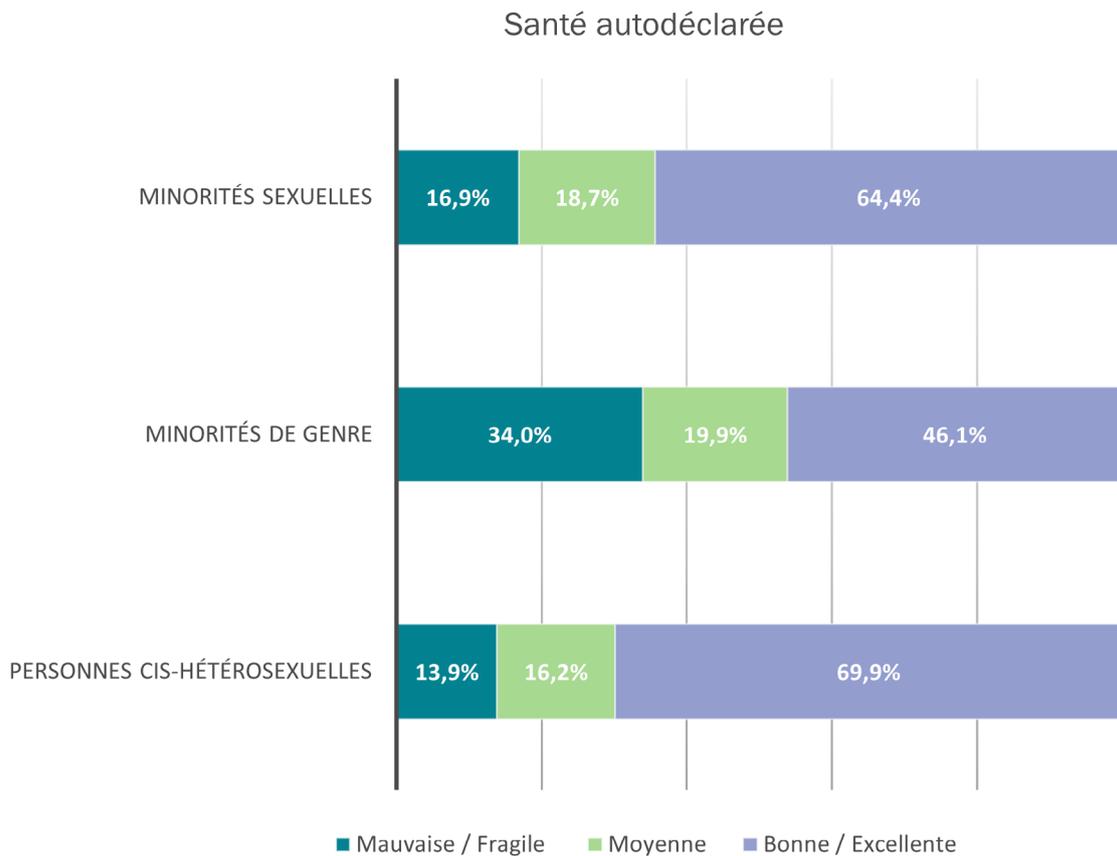


Figure 9. Conditions diagnostiquées au sein de différents groupes

Enfin, les participant·e·s ont été invité·e·s à évaluer leur état de santé au cours des 12 derniers mois. Nous avons regroupé les réponses en trois catégories : (1) Santé mauvaise ou fragile, (2) Ni mauvaise ni bonne santé, et (3) Santé bonne ou excellente. Comme dans les années précédentes, les résultats affichés dans la Figure 10 révèlent un écart de santé – une participante cis-hétérosexuelle sur sept (13,9 %), un membre des minorités sexuelles sur six (19,6 %) et un membre des minorités de genre sur trois (34,0 %) rapportent être en « mauvaise santé ».



**Figure 10.** Santé autodéclarée

# MERCI

Merci beaucoup d'avoir lu notre rapport et pour votre soutien à nos recherches. Grâce à toutes les personnes qui répondent à nos enquêtes, nous sommes en mesure d'utiliser les résultats du Panel Suisse LGBTIQ+ pour travailler sur divers articles scientifiques, des mémoires de Master et des actions de sensibilisation par le biais de conférences et d'ateliers. À travers notre travail, nous espérons pouvoir vous soutenir également. Si vous souhaitez en savoir plus sur notre travail annuel, vous pouvez consulter [notre site Internet](http://www.panel-suisse-lgbtq.ch) (www.panel-suisse-lgbtq.ch) ou nos comptes sur les réseaux sociaux. Vous y trouverez des fiches d'information, des travaux de recherche, des interviews et des conférences que nous avons données pour les médias, les entreprises, les universités et lors de conférences internationales, et bien d'autres choses encore.

## COORDONNÉES

Veillez citer le rapport comme suit :  
Eisner, L. & Hässler, T. (2024).  
Panel Suisse LGBTIQ+ – Rapport de synthèse 2023.  
<https://doi.org/10.31234/osf.io/b5g64>

Dr. Tabea Hässler  
Université de Zurich  
email: [tabea.haessler@uzh.ch](mailto:tabea.haessler@uzh.ch)

Dr. Léïla Eisner  
Université de Zurich  
email: [leila.eisner2@uzh.ch](mailto:leila.eisner2@uzh.ch)

Lena Scheiwiller  
Design & Illustration  
email: [lena.scheiwiller@gmail.com](mailto:lena.scheiwiller@gmail.com)



[www.swiss-lgbtqi-panel.ch](http://www.swiss-lgbtqi-panel.ch)

 Facebook: [Panel Suisse LGBTIQ+](https://www.facebook.com/PanelSuisseLGBTIQ+)

 X/Twitter: [@lgbtiqpanel](https://twitter.com/lgbtiqpanel)

 Instagram: [@swisslgbtiqpanel](https://www.instagram.com/swisslgbtiqpanel)

 LinkedIn: [Panel Suisse LGBTIQ+](https://www.linkedin.com/company/PanelSuisseLGBTIQ+)